

Si on évoque, comme je l'ai fait, la prise en compte des incohérences de situation ou de type environnemental, on débouche sur la problématique de l'action : faut-il attendre que toutes les conditions soient favorablement réunies pour agir ? Aucun chef d'entreprise, aucun chef politique n'attend pour agir d'avoir en son sac, à la fois « le beurre l'argent du beurre et le sourire de la crémière ». Ce serait l'inaction en continu. Faut-il agir seulement pour se donner l'impression d'agir ? Ce serait de l'activisme. La politique pétrolière algérienne a été l'action basée sur la vision à long terme, elle n'a donc jamais été de l'activisme. Elle a été ruinée ? Certes et c'est un échec à coup sûr, mais un échec qui n'en remet nullement en cause la validité, au contraire. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la parabole prophétique bien connue « Celui qui agit et réussit obtient deux récompenses. Celui qui agit et échoue a une seule récompense ».

La politique pétrolière dont vous parlez a souffert du manque de cohérence au niveau des politiques sectorielles, au regard de l'ambition proclamée d'un développement national intégré. Cette distorsion est à l'origine de l'image tenace d'un développement à deux vitesses, secteur de l'Énergie et de l'Industrie d'un côté, et autres secteurs économiques et sociaux de l'autre côté. Je le répète, la perception de Sonatrach qui a prévalu dans son environnement national a été le plus souvent erronée et injuste. Sonatrach n'a pas « piqué » les hommes des autres secteurs. Elle les a formés à la base. Sonatrach a obtenu des financements extérieurs parce qu'elle y était éligible. Si elle ne les avait pas eus, ils n'auraient certainement pas été pour autant disponibles pour l'agriculture, les barrages, les routes ou les logements ou l'éducation.

Non seulement elle n'a pas dissipé des ressources appartenant aux autres secteurs, mais elle en a transféré beaucoup à ces derniers, à travers la fourniture sur le plan national de produits pétroliers (carburants, gaz, engrais, plastiques) aux prix les plus bas du monde, à des prix qui étaient parfois inférieurs aux coûts de production. Sans compter que l'essentiel de nos ressources extérieures provenait de l'énergie, ce qui, trois fois hélas est toujours le cas trente ans après ! Trente ans durant lesquels on a vainement proclamé « l'avènement des productions hors hydrocarbures ». Pourquoi vainement ? Parce que l'on s'est contenté de mots sans songer à mettre des politiques en face. Comme le fait de se satisfaire d'ôter le mot « Énergie » du titre du Ministre y afférent pour marquer « sa volonté de sortir de la dépendance de l'énergie ». C'est pour masquer son incurie en matière de promotion d'une économie fondée sur la création de la richesse au sein de l'entreprise que le pouvoir politique chez nous en est arrivé à épouser la thèse étonnante du « pétrole malédiction ».

Avant l'annonce de la décision de nationaliser les compagnies pétrolières étrangères, vous aviez donc pris des dispositions préalables ?

L'ambition de recouvrement des richesses nationales, qui était dans toutes les têtes, passait par la formation d'une capacité nationale à jouer le rôle des sociétés étrangères dominantes. La nationalisation a été préparée par la formation d'hommes et de femmes qualifiés, la création des outils nationaux capables de prendre le contrôle de l'exploitation sur le terrain. Elle s'est déroulée sur tous les fronts, huit années durant, pour que des Algériens deviennent aptes à prendre la place des compagnies étrangères sur toute la chaîne.

Une année avant les nationalisations, il est possible d'affirmer que les dispositifs en hommes, y inclus des cadres algériens exerçant au sein de compagnies pétrolières étrangères, étaient en situation. Déjà les mises sous contrôle des sociétés anglo-saxonnes, avaient permis de prendre la direction des exploitations de certains gisements périphériques de Hassi-Messaoud, par l'intermédiaire de Commissaires du gouvernement mis en place au lendemain de la guerre des six jours de juin 1967. Enfin, du fait des acquisitions par Sonatrach en équipements de forage et des sociétés de services constituées en partenariat, nous étions déjà majoritaires dans le volume des services pétroliers. Par la voie de rachats amiables et de nationalisations de sociétés anglo-saxonnes en 1967-68, tout le réseau de la distribution nationale de produits pétroliers et dérivés était sous contrôle direct de Sonatrach.

Restait l'exportation de pétrole brut, contrôlée à plus de 85% par les sociétés françaises. Nous comptons bien sûr avec l'éventualité d'une perturbation des recettes extérieures du pays suite aux nationalisations : il nous a fallu donc élargir notre clientèle. Sonatrach, pour mémoire, avait vendu son premier baril en 1966 à la Pétrolière du Brésil Petrobras en nous engageant avec de nouveaux acheteurs dans des promesses d'acquisition de vente de quantités de pétrole... que nous ne détenions pas encore, ni de droit, ni de fait et pour des dates de livraisons qu'il ne nous était pas permis de trop préciser !

La campagne commerciale menée à l'extérieur par Sonatrach s'était soldée par une somme de contrats de 36 millions de tonnes soit 80% de nos exportations globales. Le pouvoir politique était en droit d'attendre une évaluation du risque de manque à gagner sur l'année et Sonatrach a dû s'engager sur un seuil minimum de ventes garanti, qui fut fixé à 30 millions de tonnes, soit les deux tiers de nos exportations globales. Sonatrach s'est engagée ainsi à ce que, compte tenu des



Aux côtés de Sid-Ahmed Ghazali, Houari Boumediène gonflé de plaisir, lors de l'inauguration de l'usine de liquéfaction d'Arzew.

turbulences éventuelles qui suivraient la défection des sociétés françaises, nos ressources en devises en 1971 ne seraient pas en dessous des deux tiers des rentrées de 1970. Je peux entendre encore le Président Boumediène, peu avant le choix de la date fatidique, m'interpeller dans son bureau « Tu confirmes le seuil de 30 Millions de tonnes ? » Je peux encore l'entendre m'appeler directement au téléphone, un ou deux mois plus tard, « Ghazali ! Alors où en êtes vous ? Est-ce que vous ferez les 30 millions de tonnes ? Car si vous ne les faites pas, on te pendra ! ». ... Dit en riant bien sûr.

L'année sera, effectivement, bouclée avec 36 millions de tonnes exportées, soit 80% du volume habituel. C'est pour cela que je suis encore là, trente six ans après, pour constater avec vous que grâce à Dieu, le 31 décembre 1971 personne n'aura été pendu !

Après le succès de la nationalisation des hydrocarbures, Sonatrach s'était engagée dans un programme ambitieux d'exportation de gaz vers les USA et l'Allemagne. Le recul historique l'abandon des contrats visés, c'était une mesure sage ou plutôt une faute grave ?

Je laisserai à l'histoire le choix du qualificatif qui convient à l'opération qui a conduit à ce recul. Le gâchis qu'il a déjà provoqué est en soi suffisamment expressif.

En vérité c'est bien avant les nationalisations que le programme gazier fut lancé. Source la plus noble des énergies fossiles, pour la satisfaction des besoins internes, notamment l'approvisionnement des foyers, la production d'électricité et matière de base d'excellence pour la pétrochimie, le gaz naturel était aussi porteur d'enjeux considérables en matière de ressources en devises. Hors les États-Unis principalement, le marché du gaz naturel, en était alors encore à ses débuts.

Au moment où cette matière était appelée à être très demandée, le groupe ex BRP-ERAP était en train d'en stériliser la vente à l'extérieur et de la gaspiller sur le plan intérieur. Je m'explique : en matière d'exportation, le groupe avait développé, en effet, la théorie dite du « gaz algérien captif ». Cette théorie visait entre autres à faire des richesses gazières algériennes des réserves stratégiques pour le marché français. A ancrer, dans les esprits, chez nous comme à l'étranger, qu'en dépit de l'indépendance, seules les sociétés françaises étaient en mesure d'extraire le gaz sur les gisements algériens, qu'elles étaient seules à savoir le liquéfier et le transporter, à pouvoir accéder au marché français et à pouvoir construire et financer les équipements et installations industriels requis. Bref, tout candidat acheteur était, selon cette théorie, assujéti à un passage obligé par les organismes et le marché français.

Quant à son utilisation, le gaz était considéré comme « gaz fatal », c'est à dire un sous-produit inévitable du pétrole. Intéressées d'abord par les gains financiers immédiats et leur approvisionnement en pétrole brut, les sociétés exploitantes françaises brûlaient sur place ledit gaz fatal, aussi bien sur Hassi Messaoud, que sur Hassi R'mel ! Ainsi, sur le site de ce qui

représentait alors un des plus grands gisements de gaz naturel du monde, ce qui les intéressait c'était le condensat, un hydrocarbure liquide léger très apprécié en pétrochimie et mélangé au gaz à proportion de 10% ; le gaz, soit 90% de la matière extraite, était déclaré « fatal » et brûlé en pure perte ! D'où cette série de torchères flamboyantes, qui offraient la nuit aux pilotes des courriers transafricains une vue de toute beauté sur des centaines de miles, mais qui nous choquaient ainsi que nos visiteurs étrangers, techniciens ou politiques, au spectacle d'une dilapidation aussi scandaleuse d'une ressource noble.

Tenons-nous en, à la question, le programme d'exploitation de gaz...

Oui, j'y suis. Mais il faut un éclairage plus large pour s'imprégner de la réponse. Le gaz a été le premier objet de nos investissements en actions et en hommes. Si le 3e pipe fut l'exploitation d'une opportunité de mettre un pied dans la chaîne pétrolière, le gaz fut des premières priorités de la démarche stratégique pétrolière nationale.

Sachant l'insatisfaction du gouvernement algérien vis-à-vis de l'attitude dilatoire des sociétés françaises quant à l'application d'un engagement, écrit en annexe des Accords d'Évian, et qui portait sur l'achat de 4 milliards de gaz algériens, De Gaulle dépêcha à Alger, fin novembre 1963, Pierre Guillaumat patron du « pétrole d'État » français. Celui-ci repartit avec la réponse algérienne, un épais mémorandum où figuraient les exigences algériennes concernant, tant le gaz, la fiscalité pétrolière, les investissements d'exploration, que la résolution de l'Algérie d'être opérateur à part entière sur la chaîne des activités pétrolières. A la suite de cette visite, il fut retenu le principe des négociations pétrolières algéro-françaises qui allaient s'ouvrir effectivement en mai 1964...un mois après l'institution du dinar algérien, en remplacement du Nouveau Franc français.

Mais il y a eu quand même, entretemps, la Camel ?

Oui une société franco-anglo-saxonne, constituée avant l'indépendance aux fins de liquéfier du gaz de Hassi Mel destiné au Gaz de France GDF et au British Gas. Une quantité d'un milliard et demi de m³/an, soit moins de 2% des potentialités de l'Algérie ! Le chantier en avait été inauguré l'été 1962 et la mise en exploitation deux ans plus tard. En comparaison, la somme des capacités lancées par Sonatrach à Arzew GNL 1 et 2 et à Skikda faisait 30 milliards de m³/an, presque trente fois plus. Je saisis cette occasion pour évoquer la mémoire de l'un de nos aînés Abdelkader Chandlerli qui, avant d'être le premier président algérien de la Camel, fut un grand journaliste et, pendant la guerre de libération nationale sur la place onusienne de New York, aux côtés, notamment de M'hamed Yazid, Ministre de l'Information du GPRA, a fait partie de ceux qui ont été les brillants communicateurs sur la scène politique internationale de la cause de l'indépendance algérienne.

M. C. M.
(A suivre)



Sid-Ahmed Ghazali discutant avec le personnel de Sonatrach, un esprit d'entreprise